Le rôle des banques locales et étrangères

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Les trois banques locales

Les trois groupes bancaires singapouriens, DBS, OCBC et UOB, sont profondément ancrés dans le financement du négoce. OCBC descend des banques chinoises du début du XXe siècle, dont le chapitre B.III retrace l'histoire. UOB est issue de la United Chinese Bank fondée en 1935. DBS a commencé comme Development Bank of Singapore, créée par l'État le 16 juillet 1968 et étudiée au chapitre C.III.[1] Toutes trois financent le commerce régional grâce à leurs réseaux en Malaisie, en Indonésie, en Thaïlande, dans la Grande Chine et en Inde, tout en servant les maisons de négoce établies à Singapour.

Leur place se reflète dans les institutions du marché. DBS, OCBC et UOB ont figuré parmi les banques pilotes du Trade Finance Registry lancé en 2023, UOB assurant la présidence.[2] Toutes trois sont membres fondateurs de SGTraDex, la plateforme d'échange de données présentée plus loin. Leur exposition aux fraudes de 2020 a été à l'avenant. Les créances déclarées sur Hin Leong s'élevaient à 290 millions de dollars pour DBS, 200 millions de dollars pour OCBC et 100 millions de dollars pour UOB.[3]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Les banques locales ne se sont pas retirées après 2020. Elles ont renforcé leurs contrôles et sont restées sur le marché au moment où plusieurs concurrents européens le quittaient. Cette continuité compte pour la place financière. Une place de négoce de matières premières dont le financement dépend uniquement de succursales étrangères est exposée à des décisions prises à Paris, à Amsterdam ou à Londres, qui peuvent réduire l'activité asiatique dans les matières premières pour des raisons sans rapport avec Singapour. Les trois groupes nationaux donnent à la place un noyau de prêteurs dont l'engagement stratégique se situe à Singapour.

Les banques européennes spécialisées dans les matières premières

Pendant plusieurs décennies, les départements spécialisés de financement des matières premières des banques européennes ont dominé le financement des maisons de négoce en Asie. Les banques françaises, avant tout BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et Natixis, et des banques néerlandaises comme ABN AMRO, ING et Rabobank ont constitué des équipes asiatiques dédiées aux matières premières à Singapour au fil de plusieurs décennies. Elles ont apporté des méthodes élaborées à Genève, à Rotterdam et à Paris : montages transactionnels, gestion des garanties, facilités de type borrowing base et financement de préexportation. Les banques britanniques dotées de franchises asiatiques, HSBC et Standard Chartered, ont combiné ces méthodes avec de vastes réseaux régionaux.

La liste des participants au Trade Finance Registry montre que la plupart de ces banques sont toujours présentes. Elle comprend BNP Paribas, Crédit Agricole, Natixis, ING, Commerzbank, Deutsche Bank, DZ Bank, Intesa Sanpaolo, Santander et BBVA, aux côtés de HSBC et de Standard Chartered.[4] La présence européenne est toutefois plus restreinte qu'avant 2020. La dernière section de ce chapitre décrit les banques qui ont quitté ou réduit leur activité asiatique dans les matières premières.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Banques japonaises, chinoises, indiennes et du Moyen-Orient

L'espace laissé par les prêteurs européens a été comblé en partie par des banques d'Asie et du Golfe. Les mégabanques japonaises, MUFG, Sumitomo Mitsui et Mizuho, disposent de bilans importants et d'une longue expérience du financement des sociétés de commerce japonaises. Les banques chinoises suivent les flux de matières premières vers la Chine. La liste du Registry comprend Bank of China, Industrial and Commercial Bank of China, China Merchants Bank, China CITIC Bank International et Shanghai Pudong Development Bank, ainsi que des banques indiennes comme State Bank of India, Bank of Baroda et ICICI Bank et des banques du Golfe comme Emirates NBD et Qatar National Bank.[5]

Ce glissement a des conséquences sur la conduite des affaires. Les banques chinoises proposent des prix et une liquidité en renminbi que les banques européennes ont du mal à égaler, comme le montre la tranche en renminbi offshore de la facilité Trafigura de 2026. Leur appétit dépend de la politique de leur siège et de l'état des relations sino-américaines. Les risques géopolitiques de ce type, examinés au chapitre K.V, touchent désormais la composition même des syndicats bancaires qui financent le négoce de matières premières de Singapour.

Assureurs-crédit, fonds et autres prêteurs non bancaires

Les banques conservent rarement la totalité du risque de leurs portefeuilles de financement du négoce. Des assureurs-crédit privés et des assureurs de risques politiques, dont beaucoup opèrent depuis Singapour dans le cadre de la place asiatique de l'assurance, couvrent une part du risque de défaut sur les acheteurs et les pays. L'assurance permet aux banques d'accorder des lignes plus importantes et, lorsque l'autorité de surveillance reconnaît la couverture, de réduire les fonds propres qu'elles détiennent au titre de l'exposition. Les banques répartissent aussi le risque entre elles au moyen d'accords de participation sur le marché secondaire.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Après 2020, les prêteurs non bancaires ont gagné du terrain. Des fonds de financement du négoce, alimentés par des investisseurs institutionnels et des family offices, prêtent aux négociants de taille moyenne à un coût plus élevé et à des conditions plus souples. Les grandes maisons de négoce jouent aussi le rôle de financeurs de leurs fournisseurs et de leurs clients. Le volume consacré à Genève décrit la même tendance, qui traduit la réticence des banques à financer les négociants situés en dessous du premier rang.[6] Le crédit non bancaire comble une lacune, mais il comporte ses propres risques, car ces prêteurs ne sont pas soumis au Code de 2020, qui ne s'applique qu'aux établissements financiers régulés par la Monetary Authority of Singapore (MAS), l'autorité monétaire et de surveillance financière.[7]

Le tableau statistique

Singapour ne publie aucun chiffre unique sur le volume de financement du négoce comptabilisé par ses banques. La MAS publie les prêts par secteur et la part du financement du négoce dans les prêts non bancaires. Depuis le 1er juillet 2021, date à laquelle la MAS a supprimé la séparation entre la Domestic Banking Unit et l'Asian Currency Unit, ces statistiques couvrent l'ensemble des livres bancaires. Les nouveaux relevés réglementaires ont aussi précisé la définition du financement du négoce, qui inclut désormais expressément l'affacturage, les trust receipts, le crédit acheteur, le forfaitage et le financement de factures.[8]

Sur cette base, le financement du négoce représente une part modeste des prêts non bancaires du système bancaire, part qui, selon la MAS, avait légèrement progressé pendant l'envolée des matières premières de 2021.[9] Ce chiffre sous-estime l'importance de l'activité pour la place financière. Une grande partie du financement des matières premières est comptabilisée comme fonds de roulement général ou comme crédit syndiqué. Une partie se trouve dans les sièges des banques étrangères. Le secteur du commerce général, qui couvre le commerce de gros et les négociants en matières premières, figure parmi les principaux secteurs du crédit bancaire à Singapour.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Notes

1. Wikipedia, « United Overseas Bank » (consulté en novembre 2026) : fondée en 1935 sous le nom de United Chinese Bank, rebaptisée United Overseas Bank en 1965 ; Wikipedia, « DBS Bank » (consulté en novembre 2026) : « established on 16 July 1968 by the Singapore government » sous le nom de The Development Bank of Singapore Limited. ↩

2. Association of Banks in Singapore, « ABS launches Trade Finance Registry to counter trade finance fraud », communiqué de presse, 23 juin 2023 : banques pilotes United Overseas Bank (Chairman Bank), Standard Chartered Bank (Singapore), DBS Bank, Citibank N.A., OCBC Bank et BNP Paribas. ↩

3. Wikipedia, « Hin Leong » (consulté en novembre 2026) : expositions des grandes banques singapouriennes, UOB 100 millions de dollars US, OCBC 200 millions de dollars US et DBS 290 millions de dollars US ; HSBC premier créancier avec 600 millions de dollars US. ↩

4. Association of Banks in Singapore, communiqué de presse, 23 juin 2023, liste des banques participant au TFR, dont BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Natixis Singapore Branch, ING Bank N.V. Singapore Branch, Commerzbank AG, Deutsche Bank AG, DZ Bank AG, Intesa Sanpaolo, Banco Santander, BBVA, Hongkong and Shanghai Banking Corporation et Standard Chartered Bank (Singapore). ↩

5. Association of Banks in Singapore, communiqué de presse, 23 juin 2023, liste des banques participant au TFR, dont Bank of China, ICBC, China Merchants Bank, China CITIC Bank International, Shanghai Pudong Development Bank, MUFG Bank, Sumitomo Mitsui Banking Corporation, Mizuho Bank, State Bank of India, Bank of Baroda, ICICI Bank, Emirates NBD et Qatar National Bank. ↩

6. Ressos, *Genève, place financière internationale*, partie H, chapitre I, section « L'évolution du secteur depuis 2020 », sur l'essor du financement non bancaire par des fonds spécialisés, le rôle quasi bancaire des grands négociants et la part croissante de l'assurance-crédit. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

7. Association of Banks in Singapore, *Code of Best Practices – Commodity Financing*, novembre 2020, « Application » : le Code s'applique à « any financial institution ('Lender'), which is regulated by MAS ». ↩
8. Monetary Authority of Singapore, *Financial Stability Review*, décembre 2021, annexe, p. 117, sur l'affinement des données relatives au financement du négoce selon le nouveau MAS 610/1003, et annexe, p. 116 : « On 1 July 2021, MAS implemented two major changes », à savoir le MAS 610/1003 révisé et « the removal of the Domestic Banking Unit – Asian Currency Unit (DBU-ACU) divide ». ↩
9. Monetary Authority of Singapore, *Financial Stability Review*, décembre 2021, Chart Panel 4A, graphique 4A4 « Share of Trade Financing in Non-bank Loans » : « the share of trade financing in non-bank loans has ticked up over the past year ». ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.